



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## délocalisations

Question au Gouvernement n° 1837

### Texte de la question

#### EXONÉRATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE ET DÉLOCALISATION DE LA PRODUCTION DE LA CLIO EN TURQUIE

M. le président. La parole est à M. Jean-René Marsac, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-René Marsac. Monsieur le Premier ministre, je souhaite, au nom de mon groupe, vous interroger sur votre politique concernant la filière automobile.

Vous avez aidé les constructeurs par des prêts à hauteur de 6 milliards d'euros et par la prime à la casse qui a coûté 400 millions d'euros à l'État. Vous avez répondu à leur demande de suppression de la taxe professionnelle, taxe qu'ils présentaient comme un obstacle majeur à leur développement en France. Quelles contreparties avez-vous obtenues ?

Lors de la signature du pacte automobile, le 9 février 2009, le Président de la République avait présenté le maintien de la production automobile en France comme une condition imposée aux constructeurs en échange de ces aides publiques. Ces engagements sont-ils tenus ?

En effet, le 7 janvier, les médias ont annoncé que la nouvelle Clio serait fabriquée en Turquie. Renault contredit ainsi de façon flagrante ses engagements de février 2009.

Les propos qui seront échangés demain entre le ministre de l'industrie et le directeur général de Renault ne nous suffiront pas ; non plus que les protestations des ministres de l'emploi et de l'industrie feignant la colère, comme le rapportent les dépêches AFP.

Comment comptez-vous faire respecter les engagements du groupe Renault et des autres industriels ?

Comment l'État assume-t-il son rôle de deuxième actionnaire du groupe ?

Vous signez des pactes, vous organisez des états généraux, mais cela ne fait pas une politique industrielle.

Avez-vous la volonté de faire respecter concrètement les engagements pris par les dirigeants économiques sur ce dossier comme sur d'autres ? Le comportement des banques et celui des hôteliers et restaurateurs ont malheureusement démontré que vous ne pesiez pas ; il en va de même aujourd'hui avec l'industrie automobile.

Il est plus qu'urgent de changer de politique. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Christian Estrosi, ministre chargé de l'industrie.

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Oui, monsieur Marsac, l'État a soutenu le secteur automobile, avec la prime à la casse, à hauteur de 600 millions d'euros. Ainsi, 600 000 véhicules ont été vendus l'année dernière, soit 10 % de plus qu'en 2008 - un record depuis 1990.

Oui, l'État a soutenu ces deux grands industriels que sont PSA et Renault en apportant 3 milliards d'euros à chacun pour leur permettre de mener une grande politique d'innovation.

Oui, l'État, sous l'égide de Christine Lagarde, a décidé de supprimer la taxe professionnelle afin d'alléger les charges de nos industries de près de 32 %. Ainsi l'industrie - le secteur automobile en particulier - peut-elle mieux résister à la crise et peut-elle mieux soutenir l'emploi. C'est pourquoi nous allons poursuivre cette politique.

Oui, enfin, l'État actionnaire, propriétaire de 15 % de Renault, a son mot à dire. Au nom du Premier ministre et du Gouvernement, j'affirme que quand une voiture française est destinée à la vente en France, elle doit être

produite en France. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) C'est ce que j'ai rappelé ce matin au directeur des achats de Renault et à l'ensemble des équipementiers avec lesquels nous réorganisons la filière.

Nous n'avons pas placé 250 millions d'euros à Flins destinés à la construction de la nouvelle Zoé électrique et à la mise en route d'une chaîne de production de batteries pour véhicules électriques, et nous n'avons pas décidé de prendre de grandes initiatives en ce sens, pour que les véhicules français destinés à la vente en France soient produits à l'étranger !

M. Jean-Paul Lecoq. Mensonges !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Non, nous ne laisserons pas la Clio 4 être produite en Turquie. La Renault sera produite en France pour être vendue en France.

Je me rappelle M. Jospin déclarant, à Vilvoorde, que l'État ne peut pas tout faire. Nous considérons au contraire que l'État peut tout faire. (*Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-René Marsac](#)

**Circonscription :** Ille-et-Vilaine (4<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1837

**Rubrique :** Entreprises

**Ministère interrogé :** Industrie

**Ministère attributaire :** Industrie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 13 janvier 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 13 janvier 2010